

Synthèse des programmes fiscaux des partis politiques

Les propositions figurant ci-dessous sont issues des programmes des partis politiques et/ou des déclarations publiques des candidats à l'élection présidentielle. Ces tableaux pourront éventuellement être actualisés si de nouvelles propositions sont formulées ou si des propositions existantes sont retirées.

Impôts directs

	<i>Impôt sur le revenu</i>	<i>Impôt de solidarité sur la fortune</i>	<i>Impôt sur les sociétés</i>	<i>Droits donation/succession</i>	<i>Autres</i>
FN	Suppression progressive et détaxation rapide de l'épargne populaire.	Suppression.	Taux IS des PME à 10%. Taxation sur mouvements spéculatifs de capitaux	Suppression au sein de la famille.	Taux de prélèvements maxi sur PIB = 35 %. Suppression CSG/CRDS.
UMP	Déduction sans limite des intérêts d'emprunt pour achat de l'habitation principale.	Réflexion sur l'exonération de la résidence principale voire sur la suppression de l'ISF avec instauration d'une amnistie fiscale.	Baisse du taux de l'IS à 20 %.	Suppression des droits de succession en ligne directe.	Bouclier fiscal-social fixé à 50 %.
UDF	Exonération IR sur revenus des brevets déposés par chercheurs.	Elargissement de la base et réduction des taux.	Etude d'une progressivité IS (1 ^{ère} tranche à 18 %).		Réflexion sur valeur ajoutée, CSG, TVA sociale, écotaxe et taxe sur mouvements financiers
Verts	Retour au barème de 2000 Etude sur fusion CSG/IR et sur niches fiscales.		Hausse IS pour entreprises de plus de 500 salariés. Exonérations des investissements permettant une réduction de la pollution ou pour les énergies renouvelables.		Suppression bouclier fiscal.
PS	Réforme bases IR (suppression niches fiscales inefficaces, retour sur baisses) et CSG (rendue progressive) puis fusion IR/CSG.		Imposition différenciée entre bénéfices réinvestis et bénéfices distribués. Aide fiscale aux amortissements pour favoriser l'investissement.		Généralisation de la Taxe générale sur les activités polluantes.
PCF	Barème de 8 tranches, seuil d'imposition à 8.000 euros et taux marginal à 55 %.	Doubler le taux pour les tranches entre 750 000 € et 1 200 000 € et le tripler au-delà. Biens professionnels imposés avec modulation.	IS progressif modulé suivant bénéfice réinvesti ou bénéfice distribué.		Création contribution sur les profits bruts des compagnies pétrolières et para-pétrolières.
LCR	Etablissement d'une très forte progressivité et suppression des exonérations.	Imposition plus forte des fortunes.			Annuler le remboursement de la dette. Taxation lourde du capital et de ses revenus.

Impôts indirects

	<i>TVA</i>	<i>TIPP</i>	<i>Autres</i>
FN	/	/	/
UMP	Semble favorable à une TVA sociale.	/	Souhaite une harmonisation de certains droits (sur les cigarettes et les produits pétroliers).
UDF	Semble favorable à une TVA sociale.	/	/
Verts	Taux 33,3 % sur produits de luxe et nocifs pour environnement.	/	/
PS	Débat sur TVA sociale.	Mise en place TIPP flottante.	/
PCF	Baisse TVA sur produits de première nécessité	Plaonnement TIPP.	/
LCR	Suppressions TVA, d'abord sur les produits de consommation courante.	Paraît favorable à la suppression des impôts indirects (donc TIPP ?)	/

Impôts locaux

	<i>Taxe d'habitation</i>	<i>Taxes foncières</i>	<i>Taxe professionnelle</i>	<i>Autres</i>
FN	/	/	/	Spécialisation des impôts et réduction à deux niveaux de collectivités locales.
UMP	/	/	/	Veut mettre un frein à la dépense locale. Réforme Dotation en faveur des collectivités limitant leurs impôts.
UDF	/	/	/	/
Verts	Les revenus des ménages seront l'assiette.	Prise en compte de l'empreinte écologique.	Prise en compte de l'empreinte écologique.	/
PS	Prise en compte des revenus.		Mutualisation partielle avec taux unique sur valeur ajoutée.	Mise en débat de la spécialisation des impôts locaux par niveau de collectivité.
PCF	Révision foncière et limitation à 20 % du revenu mensuel net perçu.	Révision foncière.	Taxation des actifs financiers.	Réforme Teom en tenant compte du potentiel fiscal des familles.
LCR	/	/	/	/

Au niveau international

	<i>Europe</i>	<i>Monde</i>
<i>FN</i>	Sortie de l'Union européenne : la fiscalité ne relèverait que de la France.	Revoir l'aide au tiers monde.
<i>UMP</i>	Réflexion sur la subsidiarité pour laisser aux Etats davantage de marges de manœuvre dans la fixation des taux sur certaines prestations (restauration).	/
<i>UDF</i>	Fiscalité écologique en concertation avec les Etats européens. Réflexion sur un impôt européen sur les sociétés.	/
<i>Verts</i>	Développement de ressources propres européennes : impôt sur les sociétés, pollutaxes, taxe sur capitaux (de type tobin).	Harmonisation taxation du gazole Taxation sur le kérosène pour vols intérieurs à l'Union européenne.
<i>PS</i>	Détermination de règles fiscales européennes permettant la mise en place d'un impôt européen.	Mise en place taxe tobin. Lutte contre les paradis fiscaux et le blanchiment cherchant un accord international. Interdire en Europe les pratiques fiscales privilégiées et le secret bancaire.
<i>PCF</i>	Augmentation et réorientation du budget européen. Fiscalité orientée sur le développement humain.	Lutte contre les paradis fiscaux et les délocalisations fiscales.
<i>LCR</i>	Réforme fiscale redistributive européenne.	/